

**LA TURQUIE, L'OTAN ET
L'OCCIDENT | UNE MISE EN
PERSPECTIVE HISTORIQUE
ET GÉOPOLITIQUE**
Jean-Sylvestre MONGRENIER





Paris

20, rue Laffitte
F-75 009 Paris

T | +33 (0)1 49 49 03 30
F | +33 (0)1 49 49 03 33

Bruxelles

Rue de la Fauvette, 92
B-1180 Bruxelles

T | +32 (0)2 374 23 13
F | +32 (0)2 358 56 48

www.institut-thomas-more.org | info@institut-thomas-more.org

Tribune 46

Octobre 2014



**LA TURQUIE, L'OTAN ET
L'OCCIDENT | UNE MISE EN
PERSPECTIVE HISTORIQUE
ET GÉOPOLITIQUE**
Jean-Sylvestre MONGRENIER

Résumé | Le 2 octobre 2014, le parlement turc votait un texte autorisant le déploiement de troupes dans la région syro-irakienne. Les atermoiements d'Ankara et le tardif ralliement à la coalition américano-occidentale engagée contre l'« État islamique » auront pourtant suscité des variations autour d'une question centrale : la Turquie est-elle un allié fiable ? Si la mise en perspective de l'alliance turque révèle une histoire et une géopolitique complexes, la participation à l'OTAN n'a pas été remise en cause, y compris pendant la parenthèse « néo-ottomane » de Davutoglu, l'ancien ministre des Affaires étrangères devenu chef du gouvernement. Dans le présent contexte, l'alliance turco-occidentale demeure essentielle, mais il faudra mieux tenir compte des intérêts et objectifs politico-militaires de la Turquie.

Abstract | On 2 October 2014, the Turkish parliament passed legislation enabling the deployment of troops in the Syrian-Iraqi region. Ankara procrastination and late rally at the US-Western coalition committed against the "Islamic State" will yet rise to variations around a central question: Is Turkey a reliable ally? If put into perspective of the Turkish alliance reveals a complex history and geopolitics, participation in NATO has not been questioned, even during the "neo-Ottoman" bracket Davutoglu, the former minister Foreign Affairs became head of government. In this context, the Turkish-Western alliance remains essential, but it will better reflect the interests and political-military objectives of Turkey.

L'auteur | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote*.

| INTRODUCTION

« L'Est et l'Ouest – leur rapport se présente aussi comme une mise à l'épreuve réciproque, qui leur donne conscience de leurs propres forces, et que suit leur accomplissement d'eux-mêmes. Cette rencontre demeure un problème permanent, une exigence incessante. »

Ernst Jünger, *Le nœud gordien*

« Ami, allié, non aligné » : la formule est censée résumer la singularité de la politique française dans son rapport aux États-Unis et à l'OTAN. Cette rhétorique a longtemps eu pour corollaire une perception négative du degré d'autonomie politico-stratégique des autres alliés européens de Washington. Plus encore que le Royaume-Uni, avec son « *special relationship* » transatlantique, ou la République fédérale d'Allemagne, considérée comme le « meilleur élève de la classe atlantique », la Turquie faisait figure de contre-modèle. Le pilier oriental de l'OTAN était perçu comme un État sous la coupe de son armée, une sorte de « flanc-garde » dont la politique étrangère était strictement alignée sur celle des États-Unis. En contrepoint, les désaccords turco-américains autour de l'Irak en 2003, la grave crise diplomatique entre Ankara et Jérusalem à partir de 2009, plus généralement la politique étrangère mise en œuvre par Ahmet Davutoglu et le gouvernement de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) ont un temps suscité une interrogation de longue portée : l'Occident aurait-il perdu la Turquie ? Dès lors, quelles conséquences pour l'OTAN, alliance au sein de laquelle l'armée turque se place au deuxième rang, en termes d'effectifs ? Une certaine ambivalence dans la situation géopolitique syrienne – les services turcs soutiendraient des groupes jihadistes, leurs ressources financières reposant sur le trafic de pétrole de part et d'autre de la frontière turco-syrienne -, ont avivé ces interrogations. En toile de fond, la guerre que mène une coalition américano-occidentale contre l'« État islamique » et le ralliement tardif d'Ankara à cette opération. C'est le 2 octobre dernier que le parlement turc adoptait enfin une motion autorisant le déploiement de soldats en Syrie et en Irak.

Au vrai, l'alliance turco-occidentale et la participation de la Turquie à l'OTAN relèvent de la durée, et il faut se garder de jugements trop rapides négligeant échelles de temps et niveaux d'analyse. Opéré après la Deuxième Guerre mondiale, le choix politique et stratégique de se tourner vers l'Ouest et d'entrer dans l'OTAN n'est ni le prolongement nécessaire du kémalisme, ni une option arbitraire imposée par une armée de janissaires. Il renvoie à une situation géopolitique concrète : les menaces soviétiques sur la Turquie et le

contexte de Guerre froide. Pourtant, l'option atlantiste et la force de la relation bilatérale américano-turque ne vont pas sans crises. Ainsi la diplomatie turque explore-t-elle déjà, au cours du conflit Est-Ouest, certaines voies esquissant ce que l'on a depuis nommé la « diplomatie Davutoglu ». Cela dit, la participation de la Turquie à l'OTAN n'a pas été remise en cause et la volonté présente d'Ankara d'accroître son rôle international se traduit par une présence plus forte dans les structures atlantiques. La Turquie demeurant aux portes de l'Europe instituée, ses dirigeants accordent d'autant plus une grande importance encore à l'OTAN. Il reste que les alliés de la Turquie devront mieux prendre en compte les intérêts et objectifs de cette dernière.

| DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE À L'ENTRÉE DANS L'OTAN

| Une relation ambivalente à l'Occident

L'alliance avec l'Ouest au cours de la Guerre froide et l'entrée de la Turquie dans l'OTAN ne sont pas le prolongement logique et nécessaire de la politique mise en œuvre par Mustafa Kemal, après la disparition de l'Empire ottoman et la proclamation de la République turque (1923). Pour emprunter aux catégories de l'historien britannique Arnold Toynbee, reprises par Samuel P. Huntington dans son *Clash of civilizations*, le kémalisme a pu être analysé comme une forme d'« hérodianisme », c'est-à-dire d'imitation pure et simple de l'Occident, en opposition à l'attitude « zélote » de refus et d'hostilité ouverte à l'encontre de la modernité occidentale. En préalable à l'examen des choix faits par Mustafa Kemal, il doit être souligné que la volonté de se mettre à l'école de l'Occident dans la région est déjà patente lors de la période ottomane, à la suite de l'expédition d'Égypte commandée par le général Bonaparte et de ses contrecoups (1798). Dans le siècle qui s'ouvre alors, les sultans entreprennent des réformes – les *tanzimat* (« réorganisations ») couvrent la période de 1839 et 1876 – dont l'idée directrice est d'importer les techniques de puissance élaborées dans le monde occidental (la guerre de Crimée et ses conséquences vont en ce sens, tout comme en Russie). Société secrète et réformatrice, les « Jeunes Ottomans » se réfèrent à l'Europe et à la philosophie des Lumières – ils ont pour modèle la France de Napoléon III –, et leur action est à l'origine de la constitution ottomane de 1876, très vite abolie par Abdülhamid II (1876-1909). Plus tard, Enver Pacha et les « Jeunes Turcs », à l'instar de leurs prédécesseurs, veulent eux aussi réorganiser l'Empire ottoman en imitant l'Occident¹. Concrètement, Enver Pacha entend refonder l'Empire ottoman, sur un mode militaire, en se tournant vers

1. Le mouvement des « Jeunes Turcs » est fondé le 14 juillet 1889, à l'École de médecine militaire d'Istanbul, et il se réclame de la société des « Jeunes Ottomans ». Oscillant entre réformisme et révolutionnarisme, les Jeunes Turcs sont travaillés par différentes tendances – libéralisme décentralisateur prenant en compte les différentes nationalités, panislamisme, nationalisme pantouranien – qui se retrouvent sur l'opposition à Abdülhamid II, l'appel à restaurer la constitution de 1876 et la régénération de l'Empire ottoman sur la base d'emprunts à l'Occident. Le premier congrès est organisé à Paris (1902) et les différents comités sont ensuite réunis au sein du Comité Union et Progrès (1907). Le soulèvement de l'été 1908 conduit le sultan à rétablir la constitution et à organiser des élections. À l'issue d'une période troublée, Abdülhamid II est déposé et remplacé par son frère, Mehmed V (1909-1918).

l'Allemagne et les Centraux durant la Première Guerre mondiale² (les militaires allemands parlaient d'« *Enverland* » pour désigner la Turquie). C'est donc dans le prolongement de cet effort, mais dans un contexte géopolitique bouleversé, que Mustafa Kemal s'inscrit et prend les mesures que l'on sait (instauration d'une république, abolition du califat, passage à l'alphabet latin, etc.).

Si la finalité de ces mesures est la création d'un État-nation turc, sur le modèle ouest-européen, la politique de Mustafa Kemal n'induit pas un alignement sur les puissances occidentales, incarnées par la France et le Royaume-Uni après la Première Guerre mondiale. En fait, le contexte historique et géopolitique ne s'y prête guère. Porté par les vainqueurs, le traité de Sèvres (10 août 1920) entérine le démantèlement de l'Empire ottoman mais aussi le partage de l'Asie mineure entre différentes entités politiques³, l'État turc étant réduit à quelque 120 000 km² (la superficie actuelle est de 775 000 km²). C'est contre ce traité que le général Kemal reprend les armes et mène une guerre victorieuse dont les résultats sur le terrain sont entérinés par le traité de Lausanne (24 juillet 1923).

Carte 1 | La Turquie et le traité de Sèvres



Source | www.atlas-historique.net

2. C'est en 1915, sous le règne de Mehmet V et la direction politique des Jeunes Turcs, que des massacres d'Arméniens sont commis, massacres depuis reconnus comme un génocide sur le plan international (Ankara s'y refuse encore). Après la conquête de Kars et d'une partie de l'Arménie ottomane par le général Loris-Melikov (l'une des rares victoires russes au cours de la guerre de Crimée), et la poussée russe dans le Caucase, les dirigeants ottomans voyaient les Arméniens comme la « cinquième colonne » de la Russie. Ces massacres ont été commis dans une ambiance historique marquée par le pantouranisme et les défaites militaires des armées ottomanes, alors que les brigades du Dachnak, le parti révolutionnaire arménien fondé en 1890, un bref temps allié aux Jeunes Turcs, lançaient des attaques contre l'armée ottomane.

3. Le traité de Sèvres prévoyait un « territoire autonome » kurde, une république arménienne, la dévolution de territoires à la Grèce et à l'Italie dans l'ouest de l'Anatolie, l'internationalisation des détroits. De tous les pays vaincus de la Première Guerre mondiale, la Turquie aura été le seul à parvenir à renégocier le traité la concernant.

Cette succession d'événements est à l'origine du « syndrome de Sèvres », à savoir l'obsession de la division territoriale et du complot de l'étranger qui sous-tendent certaines thématiques et représentations géopolitiques turques. Dans ce contexte, Mustafa Kemal se tourne vers les Bolcheviks. Une délégation turque participe à la conférence de Bakou⁴ et, le 16 mars 1921, la Turquie et la Russie bolchevique se lient l'une à l'autre par un traité signé à Moscou, les dirigeants bolcheviks livrant des armes et de l'or aux kémalistes ; Lénine et Trotski veulent empêcher que les Français et les Britanniques conservent le contrôle des détroits turcs (Bosphore, Dardanelles) et soutiennent les armées blanches. Plus tardivement, un traité d'amitié et de neutralité sera signé (27 décembre 1925). Notons ici que l'organisation politique et économique de la Turquie kémaliste n'est pas sans similitudes avec l'URSS : un régime de parti unique (le CHP/Parti Républicain du Peuple) est mis en place, avec à sa tête Mustafa Kemal Atatürk (le « Père de tous les Turcs »). En économie, le dirigisme étatique domine, sans disparition de la propriété privée toutefois. Par ailleurs, la disparition de l'Empire ottoman et du califat sont à l'origine d'une rupture d'allégeance de la part des confédérations tribales kurdes qui se soulèvent à plusieurs reprises (1925, 1930, 1937-1938). Depuis la question kurde est pendante et l'agitation endémique du Sud-Est anatolien renforce le « syndrome de Sèvres » (voir la guérilla du PKK, de 1984 à 1999, et le long soutien que lui a fourni le régime baathiste syrien).

Sur le plan international, Mustafa Kemal pratique une politique de stricte indépendance, une sorte de national-neutralisme, une politique qui, après la mort du « père de tous les Turcs » (1938), est perpétuée et adaptée. Les tensions des années 1930 et la marche à la guerre contraignent cependant la Turquie à un difficile jeu d'équilibre entre forces opposées. En août 1932, la Turquie entre à la SDN et en février 1934, elle signe l'Entente balkanique, un pacte défensif avec la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie. L'année suivante, Mussolini déclenche la seconde guerre italo-éthiopienne, l'événement rappelant aux dirigeants turcs le conflit avec l'Italie autour de la Libye, en 1911, et la perte des îles du Dodécanèse. La guerre d'Éthiopie suscite le rapprochement avec l'Angleterre (Mossoul a été rattachée à l'Irak par le traité d'Ankara, en juin 1926) et avec la France, ce qui permet la modification du statut des détroits⁵. Cette inflexion aboutit à la signature d'un traité d'amitié France-Turquie (4 juillet 1938) et au rattachement du sandjak d'Alexandrette (23 juin 1939), la Syrie étant sous mandat français. L'accord franco-turc sur ce territoire s'inscrit dans une négociation d'ensemble visant à matérialiser la solidarité des intérêts politiques et militaires franco-britanniques et turcs en Méditerranée.

Le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 et le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale conduisent Paris, Londres et Ankara à mettre en place, le 19 octobre 1939, une alliance défensive⁶. Alors que le front ouest est statique (pendant la « drôle de guerre »), les états-majors français et britannique élaborent des plans de bombardement de Bakou, à partir du territoire turc, pour interrompre les livraisons de pétrole soviétique au III^e Reich. L'opération est étudiée jusqu'à la fin avril 1940, peu avant que le *Blitzkrieg* ne dissipe la croyance en une longue guerre d'usure. Malgré l'entrée en guerre de l'Italie fasciste contre la France et le Royaume-Uni, le 10 juin 1940, la Turquie reste militairement inactive et, un an plus tard, un traité de non-agression est signé avec l'Allemagne⁷ (18 juin 1941). La diplomatie turque manœuvre entre l'Axe et la Grande Alliance mais le déplacement des rapports de force induit un rapprochement entre Ankara et les Anglo-Américains. Dès 1943, la coopération militaire avec les États-Unis est amorcée et mise en œuvre

4. Le Premier Congrès des peuples d'Orient est organisé par l'Internationale communiste (le Komintern) à Bakou, du 1er au 8 septembre 1920. Contre le monde capitaliste et les empires coloniaux, les Bolcheviks y lancent un appel à l'Orient et à la révolution. La délégation turque est composite et regroupe des représentants de diverses tendances politiques. Les délégations venues de Turquie et d'autres pays seraient plus attirées par les modes d'organisation et l'efficacité des Bolcheviks que l'idéologie communiste. Selon Enver Pacha, « les Turcs (avaient) coutume de dire : un Bolchevik, c'est quelqu'un d'hostile à l'Angleterre » (cité par Edith Chabrier, « Les délégués au Premier Congrès des peuples d'Orient » in *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 26, n°1, janvier-mars 1985, p. 27).

5. La convention de Montreux du 20 juillet 1936 supprime la Commission internationale et les zones démilitarisées en place depuis le traité de Lausanne. La garde des détroits est confiée à la Turquie.

6. Incarnée par Von Papen, ambassadeur à Ankara, la diplomatie allemande cherche à vider de substance cet accord en menaçant d'interrompre les relations commerciales. En parallèle, la diplomatie soviétique exerce aussi de fortes pressions sur İnönü et le gouvernement turc.

7. Il faut ici rappeler que l'armée turque comprenait nombre d'officiers supérieurs formés par le général allemand Otto Liman von Sanders à l'époque de la Première Guerre mondiale. Chef d'état-major de l'armée turque après avoir occupé cette même fonction dans l'armée ottomane, compagnon de Mustafa Kemal et co-fondateur de la République turque, le maréchal Çakmak était proche de l'Allemagne. Lorsque la Turquie se rapproche des Anglo-Américains, à partir de 1943, il doit renoncer à ses fonctions mais s'engage en politique.

sur la base d'Adana⁸. Le 25 février 1945, la Turquie déclare la guerre à l'Allemagne, préparant ainsi sa participation à la conférence de San Francisco, conférence fondatrice des Nations unies (25 avril-26 juin 1945).

| Les menaces soviétiques sur la Turquie

Au sortir de la guerre, la menace soviétique et les revendications de Moscou sur les détroits et certaines parties du territoire turc conduisent Ankara à rechercher la protection des puissances occidentales. Le 19 mars 1945, Staline a dénoncé le traité d'amitié et de neutralité signé vingt ans plus tôt et le 7 juin suivant, la diplomatie soviétique pose ses exigences: révision de la convention de Montreux (1936), obtention de bases militaires russes et garde conjointe des détroits; rétrocession de Kars et Ardahan (annexés par la Russie en 1878, rendus à la Turquie en 1921). Le 18 juin 1945, Ismet İnönü repousse ces exigences et il se tourne vers les Anglo- Américains. Initialement favorables à la demande soviétique de révision de la convention de Montreux – Churchill cherchait peut-être à faire pression sur la Turquie, pour qu'elle entre en guerre –, Britanniques et Américains se montrent donc conciliants lors de la conférence de Potsdam (juillet-août 1945). C'est l'appesantissement des pressions multiformes de l'URSS, la Grande Alliance se défaisant, qui conduit Truman à dépêcher un navire de guerre à Istanbul, en avril 1946, pour afficher sa fermeté (les unités navales américaines qui rejoignent le Missouri préfigurent la VI^e Flotte des États-Unis). Lorsque Truman énonce sa doctrine de *containment*, le 12 mars 1947, la Turquie fait partie des « peuples libres » qui doivent être soutenus. Si l'Allemagne et l'Europe centrale, coupées par le « rideau de fer » (discours de Fulton, 5 mars 1946), constituent le théâtre inaugural de la Guerre froide, le conflit a aussi des racines en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient (Grèce, Turquie, Iran).

Bénéficiaire du plan Marshall (5 juin 1947) et membre de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique), la Turquie entre au Conseil de l'Europe six mois après sa fondation (le 5 mai 1949). Par la suite, la Turquie obtiendra aussi le statut d'État associé à la CEE (1963). Cette précoce participation à la « construction européenne » d'une part, le rapport paradoxal de la Turquie à l'UE (Union européenne) d'autre part – la Turquie est partie prenante du système géopolitique euro-atlantique mais elle reste aux portes de l'Europe instituée –, expliquent aussi l'importance accordée par Ankara à l'OTAN, perçue comme un club occidental sélectif. En juillet 1950, Ankara envoie 4500 hommes combattre aux côtés des Américains sur le front coréen et l'épreuve vaut initiation. La demande d'adhésion à l'OTAN est formulée le mois suivant, non sans réticences de la part des alliés européens du fait de l'élargissement de la zone d'application du traité de l'Atlantique Nord que cela implique. *A contrario*, la Turquie bénéficie du fort soutien américain en raison de son importance géostratégique, sur le flanc sud-ouest de l'URSS, mais aussi dans l'idée de promouvoir un pays musulman non-hostile. La Turquie entre dans l'OTAN en 1952, conjointement à la Grèce (cf. infra). Dans les conditions techniques de l'époque, elle est un élément essentiel de la « grande stratégie » américaine. Le contrôle turc du Bosphore et des Dardanelles permet, en cas de conflit, le verrouillage de la mer Noire, l'*Eskadra* soviétique ne pouvant plus passer en Méditerranée. Les aérodromes turcs et les bombardiers qui y sont déployés, ainsi que des avions espions U2, sont à proximité du cœur de l'URSS et jouent un rôle majeur dans la stratégie des représailles massives qui est alors la doctrine nucléaire des États-Unis. En 1959, des forces nucléaires de portée intermédiaire (missiles Thor et Jupiter) y sont aussi installés⁹. Enfin, l'importante aide militaire américaine et les loyers versés pour la location des bases turques ont un effet bénéfique sur l'état des finances publiques.

8. Adana est située sur les côtes turques de la Méditerranée orientale. Cette coopération préfigure la construction de la base d'Incirlik, à partir de 1951, sur la base d'un accord turco-américain. Située à 12 km d'Adana, cette base est opérationnelle depuis 1955 et elle accueille des éléments de l'*US Air Force* en Europe qui participent du dispositif de l'OTAN.

9. Par la suite, leur retrait sans concertation, dans les prolongements de la crise de Cuba (1962), a ébranlé la confiance des autorités turques dans la solidité des garanties de sécurité américaines.

La Turquie renoue donc avec la fonction géopolitique de l'Empire ottoman depuis la guerre de Crimée : faire obstacle à la poussée russo-soviétique vers la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient (stratégie dite des « mers chaudes »). C'est à cette époque que la politique étrangère est la plus en ligne avec les États-Unis dont les dirigeants multiplient les pactes régionaux afin d'endiguer l'URSS (la « pactomanie » de John F. Dulles). Le 28 février 1953, Ankara, Athènes et Belgrade signent un « pacte balkanique » (un traité d'amitié et de coopération, sans réelle portée militaire) qui achoppe très vite sur la détente entre l'URSS et la Yougoslavie d'une part, les tensions entre la Turquie et la Grèce d'autre part. La Turquie participe aussi aux alliances que les États-Unis promeuvent au Moyen-Orient, avec l'OTAN pour modèle et référence. Dès 1947, la diplomatie turque joint ainsi ses efforts à ceux du Royaume-Uni, allié et protecteur de l'Irak comme de la Jordanie (deux anciens mandats britanniques). En 1951, la Turquie soutient – à l'instar des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France –, l'idée d'un commandement unifié au Moyen-Orient (un projet qui suscite l'opposition de l'Égypte). En février 1955, Ankara signe avec l'Irak le Pacte de Bagdad, cette « OTAN » moyen-orientale incluant ensuite le Royaume-Uni, l'Iran et le Pakistan¹⁰. La Turquie est alors le seul État appartenant à trois alliances à vocation ou prétention politico-militaire (OTAN, Pacte balkanique, Pacte de Bagdad). Sur la ligne américaine lors de la crise de Suez, en novembre 1956, Ankara approuve enfin la doctrine Eisenhower, celle-ci constituant une reformulation et une extension du *containment* au Moyen-Orient. C'est au cours de cette période que s'élabore l'image de la Turquie comme État strictement aligné sur la politique décidée à Washington.

| La volonté turque de rééquilibrer sa diplomatie

L'alignement géopolitique de la Turquie sur les États-Unis a ses contreparties sur le plan intérieur et va dans le sens d'une relative libéralisation politique. Le multipartisme est instauré dès 1945, le CHP (le parti de Mustafa Kemal) perdant dès lors le monopole de la chose politique. En 1950, Adnan Menderes et le Parti Démocrate remportent les élections législatives et la Turquie entame sa « décennie démocratique ». De nouvelles élites s'affirment, à côté de l'*establishment* kémaliste (militaires, universitaires et magistrats), élites issues des provinces et de la Turquie dite profonde (l'Anatolie). Le processus de démocratisation se traduit par la montée en puissance des référents islamiques et le retour de pratiques religieuses chassées de l'espace public sous Mustafa Kemal. Au fil des années, la Turquie s'enfonce dans une grave crise, tant politique qu'économique, et le libéralisme des débuts cède la place à un certain autoritarisme. Fondement historique du régime, l'armée sort de ses casernes, le 27 mai 1960, et renverse le gouvernement¹¹. Les chefs militaires ont désormais pris conscience de leur force et le rôle politique que la mission élargie de défense de la République que l'armée assume, mission liée à la défense du sécularisme contre l'« obscurantisme religieux », est institutionnalisé avec la mise sur pied du Conseil de sécurité nationale (MGK)¹². L'armée rend ensuite le pouvoir aux civils (octobre 1961) mais elle intervient à nouveau en 1971, en 1980 et 1997. Ce système de « démocratie dirigée » donne à l'institution militaire une image d'armée putschiste. Pourtant, ce qualificatif ne rend pas compte du rôle historique joué par l'armée en ce pays depuis les *tanzimat*, les Jeunes Turcs, et la proclamation de la République. Quant à comparer l'armée turque avec les janissaires de l'époque ottomane, il s'agit là d'un contresens. Cette armée nationale et républicaine, fondée sur la conscription, n'a rien à voir avec le corps des janissaires, avatar historique de l'esclavage militaire. Au vrai, il semble que le gouvernement issu de l'AKP, en place depuis 2002, soit parvenu à « domestiquer » l'armée turque, d'aucuns redoutant désormais une hégémonie partisane, sans contrepoids militaire (cf. infra).

10. Les États-Unis intègrent ensuite le comité militaire du Pacte de Bagdad. Après le coup d'État du général Kassem, le 14 juillet 1958 – la monarchie hachémite est liquidée et Fayçal II assassiné –, l'Irak se retire du Pacte de Bagdad (1959). Le dit pacte devient le CENTO (*Central Treaty Organisation*) dont le siège est fixé à Ankara. Après la chute du régime du Shah et le retournement géopolitique de l'Iran impliqué par la révolution islamique, le CENTO est dissous (1979).

11. Menderes et deux de ses ministres sont pendus en septembre 1961.

12. Instance de contrôle et de surveillance, le MGK (Milli Güvenlik Kurumu) institutionnalise la tutelle militaire sur le pouvoir civil et son rôle politique est renforcé par la Constitution de 1982. Depuis la réforme de 2003, ce rôle n'est plus que consultatif et le secrétariat général a été confié à une personnalité civile.

Si les coups d'État militaires ont contribué à éloigner la Turquie des standards occidentaux – l'intervention militaire du 12 septembre 1980 aura eu d'importantes retombées –, la défiance d'Ankara à l'encontre de Washington et de ses alliés de l'OTAN a principalement pour origine la dégradation des relations avec la Grèce et l'affaire de Chypre. On sait l'importance des litiges historiques et des contentieux territoriaux qui opposent Turcs et Grecs en Thrace, dans l'espace maritime et aérien égéen et sur la question de Chypre. L'échec du plan Annan sur la réunification de Chypre (2004), les rivalités autour des gisements de gaz de Méditerranée orientale depuis, mettent en évidence le caractère structurel des conflits gréco-turcs. Aussi peut-on s'étonner que les deux pays soient entrés conjointement dans l'OTAN. Le caractère massif et immédiat de la menace soviétique allait en ce sens, le fait que l'OTAN soit une alliance wilsonienne (cf. la référence aux principes de la sécurité collective) étant secondaire. Par ailleurs, les effets de la politique de bon voisinage mise en œuvre par Mustafa Kemal et Elefthérios Venizélos persistaient encore. Pourtant, l'indépendance de Chypre et ses modalités (1960) enveniment les relations gréco-turques. La lettre adressée par le président américain Johnson aux autorités turques, le 5 juin 1964, pour leur indiquer que les armes livrées par les États-Unis ne sauraient être employées contre Chypre, jette une ombre sur les relations bilatérales. L'invasion turque de la partie nord de Chypre, le 20 juillet 1974, plus encore la reprise de l'offensive en août, après que le « régime des colonels » soit tombé, ont de graves répercussions. Aux États-Unis, la Chambre des Représentants vote un embargo sur les armes à destination de la Turquie. En retour, la Turquie ferme un temps ses bases aux États-Unis (25 juillet 1975), à l'exception d'Incirlik cependant¹³.

Si un accord sur l'accès américain à ces bases est finalement signé, le 26 mars 1976, la décision turque n'en a pas moins perturbé le dispositif américano-otarien sur le flanc sud de l'URSS (cf. l'impact sur les missions d'espionnage aérien et le retrait des armes nucléaires américaines de Thrace orientale). Echaudée, la diplomatie turque entend élaborer une politique étrangère plus autonome et une certaine détente peut être observée dans les rapports avec l'URSS. Aussi et surtout, Ankara entend promouvoir les relations économiques et politiques avec le Moyen-Orient arabe, un objectif global repris bien plus tard dans le cadre de la « diplomatie Davutoglu » (cf. infra). La volonté de Mustafa Kemal de se détourner du passé islamique et ottoman, l'instauration de relations diplomatiques avec l'État d'Israël et la participation active de la Turquie au *containment* régional ont placé Ankara aux marges du monde arabe et musulman¹⁴. La Turquie ressent cet isolement dans l'affaire chypriote, nombre d'États de la région apportant leur appui diplomatique à la Grèce. Les choses évoluent dans le cours des années 1960. Ankara se rapproche du Caire et critique Israël lors de la guerre des Six Jours (juin 1967). En 1969, la Turquie entre à l'OCI (Organisation de la Conférence islamique), le panislamisme permettant de renouer avec une partie des opinions arabes. Pendant la guerre du Kippour (octobre 1973), les États-Unis se voient refuser l'usage des bases turques pour ravitailler en armes Israël quand Ankara ouvre son espace aérien aux Soviétiques. En 1975, la Turquie reconnaît l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Sur les plans énergétique et économique, les effets du premier choc pétrolier poussent aussi au développement des relations avec les États arabes (hier comme aujourd'hui, l'énergie est un important paramètre de la politique étrangère turque). Pourtant, les ruptures géopolitiques au Moyen-Orient et sur ses périphéries – révolution islamique en Iran (1978-1979) et invasion soviétique de l'Afghanistan (1979) – et les graves troubles politiques internes qui conduisent au coup d'État militaire de 1980 entraînent un réalignement sur l'Ouest. Dès juillet 1978, les États-Unis ont levé leur embargo militaire et c'est sur une initiative germano-américaine que le FMI (Fonds monétaire international) lance ensuite un programme de sauvetage de la Turquie. Celle-là demeure fermement rattachée au camp occidental.

13. Les événements ont aussi nourri la défiance hellénique à l'encontre de l'OTAN. La Grèce se retire de la structure militaire intégrée le 14 août 1974. Elle y fait retour en 1980 mais le PASOK présente Chypre comme un « Afghanistan occidental » et Athènes refuse de s'associer aux protestations des États membres de la CEE contre la « normalisation » en Pologne (1981).

14. Rappelons que l'abolition du califat est mal accueillie, le kéralisme ne faisant pas figure de modèle dans les pays arabes, au contraire de l'Iran et de l'Afghanistan (voir à ce propos le pacte de Saadabad, signé en 1937, qui inclut aussi l'Irak). Si Ankara ne vote pas le plan de partage de Palestine du 29 novembre 1947, l'État d'Israël n'en est pas moins reconnu dès 1949, chacun cherchant un appui diplomatique dans un deuxième cercle, au-delà des pays arabes.

| LA PLACE ET LE RÔLE DE LA TURQUIE DANS LA « NOUVELLE OTAN »

| Ankara et la « transformation » de l'OTAN

Au sortir de la Guerre froide, décision est prise par les Alliés de perpétuer et de renouveler l'OTAN, le terme de « transformation » renvoyant ici au processus de rénovation amorcé avec les sommets de Londres (1990) et de Rome (1991). Du fait de ses ambitions politico-militaires, de la proximité géographique des zones de crise et des liens historico-culturels et économiques qu'elle entretient avec les espaces voisins, la Turquie fait figure de « pivot géopolitique ».

Active dans le cadre du Partenariat pour la Paix (PpP) dont elle accueille certaines activités, la Turquie soutient l'élargissement à l'Est de l'OTAN¹⁵. Si l'entrée de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie, en 1999, ne recouvre pas des intérêts turcs spécifiques, il n'en est pas de même avec la seconde phase de l'élargissement, en 2004, qui inclut la Bulgarie et la Roumanie, deux pays riverains de la mer Noire. Pour Ankara, il s'agit là d'une importante contribution à la sécurité et à la coopération dans le bassin de la mer Noire, espace dans lequel la Turquie, depuis l'institution de l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEMN), cherche à promouvoir multilatéralisme, échanges commerciaux et développement¹⁶.

En droite ligne avec cette approche coopérative régionale, la Turquie s'est par la suite opposée à l'extension à la mer Noire de l'opération *Active Endeavour* (OAE) que l'OTAN conduit en Méditerranée, pour lutter contre le terrorisme et la prolifération. Ankara privilégie la coopération navale régionale dans le cadre de la

15. Mis sur pied en 1994, le PpP est dédié à la coopération avec les États issus de la dislocation de l'URSS et du pacte de Varsovie. Ce dispositif de l'OTAN aura été l'antichambre des pays d'Europe centrale et orientale mais il associe bien d'autres pays d'Europe, de l'Est européen et d'Asie centrale. La Russie a son propre partenariat avec l'OTAN mais il a perdu un large de part de sa substance depuis la prise de contrôle de la Crimée, la guerre à l'encontre de l'Ukraine et le début d'édification d'un « quasi-État » russe dans le Donbass.

16. L'OCEMN a été fondée en 1992 et son siège est à Istanbul. Elle a pour membre la totalité des pays riverains de la mer Noire et du Sud-Caucase ainsi que la Grèce et l'Albanie. Du point de vue de la Commission européenne, l'OCEMN est une organisation subrégionale pouvant contribuer à la stabilité de la région et Bruxelles lui a apporté son soutien. Pour Ankara, c'est aussi et surtout un forum destiné à consolider ses ambitions régionales. Les résultats ne sont pas encore à la hauteur des dites ambitions.

BLACKSEAFOR (*Black Sea Naval Cooperation Task Group*) et lance l'opération *Black Sea Harmony*, destinée à sécuriser la mer Noire¹⁷.

Carte 2 | La Turquie dans son environnement régional



Source | InterCarto

C'est encore dans une approche régionale et une logique de rayonnement que la Turquie soutient l'entrée dans l'OTAN de l'Albanie, de la Croatie et de la Macédoine¹⁸, en 2008, et l'ouverture d'un « dialogue intensifié » avec la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro. Les « Balkans occidentaux » sont des territoires autrefois ottomans où la Turquie conserve une influence que ses dirigeants s'emploient à renforcer *via* le commerce et la diplomatie. Dans le cas de l'Ukraine et de la Géorgie, candidats à l'OTAN qui n'ont pu obtenir leur *Membership Action Plan* (Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN), les dirigeants turcs sont sensibles à la détérioration des relations avec la Russie qu'un tel processus pourrait induire et ils privilégient donc la prudence¹⁹. Pour s'affirmer vis-à-vis de ses partenaires occidentaux, Erdogan a aussi pratiqué des jeux tactiques avec la Russie. Il a notamment demandé pour la Turquie le statut de partenaire de dialogue de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai). Pourtant, le rattachement *manu militari* de la presqu'île ukrainienne de Crimée à la Russie, le 18 mars 2014, concerne de très près Ankara, à travers la question des Tatars de Crimée et la modification de la balance des forces en mer Noire. Quant au conflit syrien est un

17. L'OAE est une opération navale de format modeste mais elle est la seule à être menée sous l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. Si la décision turque est pour partie motivée par le souci de maintenir en l'état la convention de Montreux, l'idée de manœuvre consiste aussi à s'appuyer sur les réassurances et garanties de sécurité fournies par l'OTAN pour mener une stratégie régionale en propre dans le bassin de la mer Noire.

18. Le cas de la Macédoine reste en suspens du fait du veto grec, Athènes étant en conflit avec Skopje à propos de la dénomination officielle de l'ARYM (Ancienne république yougoslave de Macédoine).

19. La guerre russo-géorgienne d'août 2008, la plus grande pression russe sur le Sud-Caucase et leurs conséquences pour la « république-sœur » d'Azerbaïdjan, plus encore l'affaire ukrainienne, concernent au premier chef la politique régionale turque et la volonté de faire de la Turquie un « hub » énergétique à l'intersection des flux nord-sud (pétrole et gaz russe vers la Turquie, voire au-delà) et est-ouest (pétrole et gaz de la Caspienne vers les marchés occidentaux). Quant à l'élargissement de l'OTAN à l'Est, il faut souligner le fait que les deux pays auxquels un MAP a été refusé, par souci de ménager la Russie, ont été depuis militairement agressés. L'argument de la « prudence » est contrefactuel.

facteur plus pressant encore que le devenir de l'Est européen ou du Sud-Caucase et c'est là une source de tensions avec la Russie²⁰. Le ralliement de la Turquie à la coalition engagée contre l'« État islamique », ce prétendu califat à cheval sur la frontière syro-irakienne dont les djihadistes sont au contact de la Turquie, et la possible mise en place par Ankara d'un glacis dans le nord de la Syrie, renforcé par une zone d'exclusion aérienne, entraîneront des tensions plus grandes, tant avec le régime syrien que ses protecteurs : la Russie et l'Iran.

L'engagement continu et actif de la Turquie dans l'OTAN est fréquemment associé à l'importance de l'armée en tant qu'institution et acteur, voire tuteur du système politique turc. Nous verrons plus loin que la modification des équilibres politiques intérieurs, l'hégémonie de l'AKP et la « domestication » de l'armée n'ont pas modifié les lignes d'action de l'État turc, l'appartenance à l'OTAN, les garanties de sécurité qu'elle apporte au pays dans un environnement régional difficile et l'influence qu'elle lui confère étant de grande importance dans sa politique étrangère et ses ambitions régionales. Il est de règle d'insister sur le fait que l'armée turque est la deuxième de l'OTAN (après celle des États-Unis). Cela rehausse sa position alors même que les alliés européens ont fortement réduit leurs dépenses militaires et le format de leurs armées.

L'armée turque est nombreuse – 510 000 hommes, sans prendre en compte les forces paramilitaires (plus de 100 000 hommes) et les réserves (378 700 hommes auxquels il faut ajouter 50 000 paramilitaires) – et toujours fondée sur la conscription. Supérieures à quatre points de PIB, les dépenses militaires turques sont en valeur relative trois fois plus importantes que celles des membres européens de l'OTAN (la moyenne est d'à peine 1,5%). Il est vrai que cette lourde armée de conscription est centrée sur la défense des frontières et les menaces intérieures (la question kurde)²¹, bien plus que vers la projection de forces et de puissance sur les théâtres extérieurs. Cependant, les forces turques ont été déployées dans les différentes opérations balkaniques de l'OTAN et elles sont encore présentes sur le théâtre afghan, dans le cadre de la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité), sans mener de missions combattantes toutefois²². Si les réformes militaires en cours et la livraison prochaine d'avions de transport (des A-400M) devraient accroître la capacité de l'armée turque à se « projeter », il doit être souligné que la Turquie se trouve à proximité immédiate des régions et des crises incluses dans le champ des missions de la « nouvelle OTAN » ; le problème ne se pose donc pas dans les mêmes conditions que pour les armées ouest-européennes, géographiquement éloignées de ces théâtres. Ainsi la mise en place d'une zone tampon en avant des frontières avec la Syrie est-elle à la portée de l'armée turque.

La participation active de la Turquie à la « transformation » de l'OTAN doit être mise en parallèle avec sa candidature à l'UE. L'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale des instances euro-atlantiques (OTAN-UE) étant mené dans une même logique d'ensemble – l'unification de l'Europe repose sur ces deux piliers organisationnels –, la diplomatie turque s'est donc efforcée de lier le soutien à l'élargissement de l'OTAN et son entrée dans l'UE, tout en recherchant une étroite association à la PESD (Politique européenne de sécurité et de défense) mise en œuvre à la fin des années 1990²³. Ankara argue alors des logiques de coopération développées dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) au cours des années 1990 et de sa candidature à l'UE. Les demandes turques s'inscrivent dans le débat interallié et transatlantique sur l'articulation entre les ambitions de l'UE sur le plan militaire d'une part, la rénovation de l'OTAN d'autre part.

20. Le 10 octobre 2012, l'aviation turque a intercepté un Airbus A-320 syrien sur la ligne Moscou-Damas avec à son bord des passagers russes et du matériel militaire (radar, systèmes de communication et pièces de missiles), ce qui a provoqué un incident entre Ankara et Moscou, Vladimir Poutine repoussant le voyage prévu en Turquie pour les 14 et 15 octobre 2012 (il a été reporté au 3 décembre dernier). Outre la base navale de Tartous dont il ne faut pas exagérer l'importance, la Russie dispose d'une station-radar à Kessab, près de la frontière avec la Turquie, ce qui permet la surveillance des activités turco-otaniennes de la base d'Adana (Moscou disposerait d'autres stations-radars en Syrie, notamment sur le mont Qassioum, près de Damas).

21. Voir la guérilla contre le PKK dans le Sud-Est anatolien, de 1984 à 1999, et la dégradation de la situation entraînée par les tensions avec la Syrie et l'usage que Damas fait du « levier kurde » (le PYD est la branche syrienne du PKK).

22. Les forces armées turques déploient un peu plus de 1300 hommes dans le cadre de la FIAS mais des zones à l'écart des combats. Le discours politique turc met l'accent sur la reconstruction, le développement et la solidarité entre musulmans. La FIAS cessera ses opérations à la fin de l'année. L'OTAN se recentrera alors sur la formation, le conseil et l'assistance à l'Armée nationale afghane (mission *Resolute Support*), le soutien financier à cette armée et la mise en œuvre du partenariat agréé au sommet de Lisbonne (2010). Voir la « Déclaration du Sommet du Pays de Galles concernant l'Afghanistan », 4 septembre 2014.

23. La PESD est lancée en 1999. Avec le traité de Lisbonne signé en 2008, elle est devenue la PSDC (Politique de sécurité et de défense commune). Si la PSDC a d'abord une fonction sécuritaire, la défense collective relevant de l'OTAN, cette politique est présentée comme le socle d'une future « défense européenne ».

Les États-Unis, le Royaume-Uni, la Turquie et nombre d'alliés refusant toute duplication de structures et de moyens, les « accords de Berlin » (1996) prévoient la possibilité pour l'UE de mener ses opérations avec des moyens de l'OTAN (quartiers généraux et moyens de planification), afin de donner corps à une « Identité européenne de sécurité et de défense ». Le lancement de la PESD implique une renégociation des accords entre l'OTAN et l'UE au cours de laquelle la diplomatie turque conditionne strictement l'accès de l'UE aux moyens de l'OTAN²⁴. L'objectif est de s'assurer que l'UE ne pourra mener des opérations de type « Berlin + » sans le plein accord des membres de l'OTAN non-membres de l'UE. Très concrètement, il s'agit d'empêcher que l'État chypriote, prochainement membre de l'UE (2004), puisse participer à de telles opérations. Enfin, ce droit de regard sur la PESD – alors que l'UE et ses membres ne disposent pas des moyens requis pour mener d'ambitieuses opérations en propre – est vue à Ankara comme un levier dans les négociations avec Bruxelles. Depuis, la négociation d'un partenariat entre l'OTAN et l'UE bute sur la question de Chypre, ce qui limite les synergies entre ces deux organisations sur les théâtres de crise²⁵. Enfin, le peu d'avancée de la candidature turque à l'UE malgré l'ouverture des négociations (2005) donne plus d'importance encore, du point de vue d'Ankara, à l'OTAN.

B | La Turquie, l'« *enlargement* » et le Moyen Orient

L'importance conférée à l'OTAN et le multilatéralisme atlantique ne sauraient éclipser la primauté de la relation bilatérale turco-américaine aux plans historique, politique et stratégique. Malgré la première guerre d'Irak (i.e. la guerre du Golfe), en 1991, et le « partenariat renforcé » mis en place par George H. Bush (« Bush père »), président des États-Unis, et son homologue turc, Turgut Özal, l'effacement de la menace soviétique diminue la rente de situation stratégique dont la Turquie bénéficiait. Au fil des ans, la présence militaire américaine et l'aide apportée par Washington s'amenuise^{nt26}. Très vite, la première guerre d'Irak annonce le redéploiement géostratégique de l'OTAN vers le sud/sud-est (cf. le « Dialogue méditerranéen » de l'OTAN, en parallèle au « Partenariat euro-méditerranéen » de l'UE), l'importance de la Turquie étant indexée sur les évolutions régionales.

Les liens politico-stratégiques entre les États-Unis et la Turquie sont redéfinis dans la perspective de possibles gains communs : au Moyen-Orient où la disparition de l'URSS a profondément modifié les rapports de puissance entre les États²⁷ ; dans le Caucase et en Asie centrale pour exploiter les opportunités ouvertes par la dislocation de l'URSS, stabiliser la zone et promouvoir le « modèle turc », en opposition au modèle islamique iranien dont on craint qu'il ne gagne ces espaces. Dans la direction de la Caspienne, la coopération hégémonique a une dimension pétro-gazière avec l'ouverture de corridors énergétiques à travers le Sud-Caucase contournant par le sud le territoire et les infrastructures russes²⁸. De tels projets donnent une importance accrue à la Turquie comme « pont énergétique » et la sécurisation des voies d'accès ramène à l'OTAN (projet d'élargissement à la Géorgie, rôle virtuel de l'OTAN en mer Noire et thématique de la sécurité énergétique).

L'« eurasisme » de Turgut Özal et l'intérêt plus général de la diplomatie turque pour l'aire post-soviétique – le pantouranisme connaît alors un regain –, n'ont certes pas produit tous les effets attendus mais les percées

24. Voir les accords de « Berlin + », difficilement négociés entre 1999 et 2003.

25. A l'intérieur de l'OTAN, Ankara bloque le projet de « partenariat » avec l'UE ; à l'intérieur de l'UE, Nicosie s'oppose à l'association de la Turquie à l'Agence européenne de défense (AED).

26. A la fin des années 1990, l'armée américaine déploie à peine 8000 hommes en Turquie sur 6 bases militaires (20 000 hommes et 20 bases dans les années 1960).

27. Les accords stratégiques de 1996 entre la Turquie et Israël sont vus comme le point d'orgue d'un partenariat co-hégémonique Washington-Jérusalem-Ankara en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient. Précédemment, le terrorisme de l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) dont les membres s'entraînent dans les camps palestiniens aura aussi été un puissant facteur de coopération entre la Turquie et Israël.

28. Voir l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, bientôt suivis du projet Nabucco (abandonné depuis). Sur l'importance de la Turquie comme « pont énergétique », voire l'annexe *La Turquie et le « corridor sud »*.

sont réelles dans les domaines diplomatique, énergétique et commercial²⁹. Au Proche et Moyen-Orient, le pouvoir de négociation des dirigeants turcs avec des voisins privés du parrainage soviétique est renforcé. Dans le cas de la Syrie dont le président, Hafez Al-Assad, soutient activement le PKK et protège son chef, Abdullah Öcalan, Ankara peut exercer de fortes pressions militaires (1998-1999) et obtenir un changement de politique, préalable nécessaire à l'amélioration des relations turco-syriennes dans les années 2000. Cependant, l'Irak est l'objet de fortes divergences turco-américaines – la question est étroitement liée à celle du Kurdistan – qui ont leurs répercussions au sein de l'OTAN. En 1991, Turgut Özal est pour une participation turque à la guerre, contrairement au gouvernement et à l'état-major, et il prétend obtenir des contreparties du côté de Mossoul et Kirkouk, la revendication visant à prévenir le renforcement du PKK au Kurdistan irakien³⁰. Le libre usage de la base d'Incirlik est accordé aux Américains, décision importante pour les opérations aériennes et l'embargo contre l'Irak. Les suites de l'affaire irakienne sont pourtant négatives pour Ankara, sur le plan économique (disparition du commerce bilatéral hors contrebande, fermeture de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan du fait de l'embargo à l'encontre de Bagdad), plus encore sur le plan géopolitique avec l'autonomie *de facto* du Kurdistan irakien, sous la protection de l'aviation anglo-américaine, et ses conséquences sur la question kurde (le PKK dispose de sanctuaires au Kurdistan irakien). De surcroît, les débats dans l'OTAN ont mis en évidence certaines réticences de la part des alliés européens à considérer les frontières méridionales et orientales de la Turquie comme relevant de la sphère atlantique. Plus généralement, les dirigeants turcs considèrent que Washington néglige leurs intérêts propres au Moyen-Orient et ils sont très réservés sur la politique de renversement de Saddam Hussein élaborée dès le milieu des années 1990.

Les désaccords et ressentiments de la Turquie vis-à-vis des États-Unis sont donc observables avant que l'AKP, le 3 novembre 2002, n'emporte les législatives et forme un gouvernement. Ils sont l'expression d'une opposition de fond entre une politique de « *regime change* » à visée globale du côté américain et une politique régionale de maintien du *statu quo* du côté turc. Cette opposition se retrouve en 2003, lors de la seconde guerre d'Irak, les termes de la négociation menée par le gouvernement AKP étant similaires à ce que la partie turque avait demandé en 1991. L'Administration Bush ayant accepté la plupart des demandes formulées et accordé une importante aide financière, le gouvernement turc accepte le passage des forces anglo-américaines sur son territoire et l'ouverture d'un front au nord de l'Irak (le soutien turc était subordonné à une résolution des Nations unies). A contrario, les chefs militaires turcs, soucieux d'éviter un nouveau conflit au Kurdistan, ainsi que l'opposition kémaliste ne sont pas favorables à un tel accord. Si des députés de base de l'AKP sont bien à l'origine de la fronde parlementaire – la Grande Assemblée nationale refuse le passage aux Anglo-Américains (1^{er} mars 2003) –, le clivage sur la question irakienne ne recoupe donc pas la ligne de partage néo-islamistes/militaires. La perspective d'une seconde guerre d'Irak suscite par ailleurs une crise à l'intérieur de l'OTAN, Français, Allemands et Belges refusant la demande turque d'envoi d'AWACS et de missiles *Patriot* destinés à protéger le territoire turc d'éventuelles frappes irakiennes (22 janvier 2003). Les demandes de la Turquie sont finalement adoptées par le Comité des plans de défense (CPD), le 16 février 2003, mais la crise renouvelle les doutes d'Ankara sur l'appui européen dans des crises moyen-orientales³¹. En contrepoint, malgré les difficultés des relations turco-américaines aggravées par la possible reconnaissance du génocide arménien (cf. résolution 106 de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, 10 octobre 2007), les États-Unis font figure de soutien irremplaçable. Aussi la base d'Incirlik est-elle largement ouverte à la logistique américaine, tant pour les opérations en Irak qu'en Afghanistan³².

29. La Turquie ne dispose pas des moyens en rapport avec ses aspirations politiques en Asie centrale et elle se heurte à l'influence maintenue de la Russie dans ce que Moscou considère être son « étranger proche ». La Chine a ensuite étendu son influence. L'ensemble de la région est couvert par l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) auprès de laquelle Ankara a obtenu le statut de « partenaire de dialogue ».

30. Rappelons que Mossoul et Kirkouk ont été l'objet d'âpres négociations après la Première Guerre mondiale, les accords Sykes-Picot de 1916 ne constituant qu'une esquisse de partage de la région.

31. Le recours au CPD, instance dans laquelle la France n'est pas présente jusqu'à la décision de participer pleinement à la structure militaire intégrée (2009), permet de contourner l'opposition française.

32. Pour permettre à Ankara de lutter avec efficacité contre les sanctuaires et les unités du PKK qui trouvent refuge dans le Kurdistan irakien, les États-Unis acceptent de partager le renseignement et mettent en place une structure Washington-Ankara-Bagdad (2008). D'une manière générale, la politique étrangère américaine dans la région, au cours du second mandat de « Bush fils » est tout autant *Realpolitics* (gestion des équilibres et des alliances, face à la montée en puissance de l'Iran), que « diplomatie transformationnelle ».

C | La Turquie dans une région en ébullition

Bien plus que les nouveaux équilibres politiques turcs, les difficultés rencontrées par les Américains en Irak, avant que la stratégie de contre-insurrection du général Petraeus n'évite une guerre sectaire généralisée, leurs contrecoups géopolitiques et l'affaiblissement de la légitimité des États-Unis dans leur rôle de « stabilisateur hégémonique » sont autant de paramètres qui influent sur la relation turco-américaine. La logique de la politique étrangère turque, dont les fondements sont théorisés par Davutoglu³³, est de travailler au règlement des litiges et des conflits régionaux pour gagner en « profondeur stratégique ». Davutoglu combine des référents géoculturels empruntés à Samuel P. Huntington et des concepts issus de la géographie politique du début du XX^e siècle (*Heartland* et *Rimland*) pour aboutir à l'affirmation selon laquelle la Turquie occupe une position centrale et qu'elle doit rechercher le « zéro problème » avec ses voisins³⁴. Si la Syrie aura été l'exemple le plus marquant de ce mouvement (accord de libre-échange en 2007, conseils interministériels, dialogue stratégique, manœuvres militaires turco-syriennes), les relations commerciales et diplomatiques avec l'Iran et la Russie gagnent également en importance, avec une très forte composante énergétique³⁵. Cette volonté de la Turquie de s'affirmer dans son environnement régional, doublée d'une tentative de déblocage des relations turco-arméniennes, est aussi une forme de « *soft balancing* » des États-Unis : l'idée directrice est de limiter les marges de manœuvre de la politique américaine dans une région où Ankara a ses intérêts et conceptions propres. D'aucuns évoquent alors le « néo-ottomanisme » de la politique turque. Métaphore plus que concept heuristique ou descriptif, l'expression renvoie aux ambitions régionales de la Turquie qui se pose comme « État-phare » du Moyen-Orient. De fait, les crises diplomatiques à répétition entre la Turquie et Israël à partir de l'opération « Plomb durci » (janvier 2009) permettent à Erdogan de se poser en champion de la « rue arabe » et de promouvoir le modèle turc.

La montée en puissance de la Turquie, la grave crise avec Israël et la mise en sommeil du partenariat stratégique qui lie ces deux États surviennent alors que le gouvernement issu de l'AKP prend le pas sur la hiérarchie militaire (l'arrêt effectif de la coopération militaire turco-israélienne est significatif). Le conflit entre militaires en charge de la République et les différentes formes de l'islam politique n'est pas nouveau et maints partis islamistes auront été interdits depuis 1945. Disparu en 2011, Necmettin Erbakan, « vieux routier » de l'islam politique considéré par Erdogan et les chefs de l'AKP comme leur « *hoca* » (maître) est à l'origine de nombre de ces formations³⁶. Premier ministre d'un gouvernement de coalition en 1996-1997, Erbakan porte déjà le projet d'un grand marché commun islamique, du Maroc à l'Indonésie, et manie une rhétorique panislamiste anti-occidentale³⁷.

C'est pourtant sous ce gouvernement que le partenariat stratégique turco-israélien est renforcé, preuve s'il en est de l'autonomie politique des militaires. Ceux-ci réalisent bientôt un « coup d'État post-moderne » (« recommandations » du 28 février 1997) qui mène à la démission d'Erbakan et, l'année suivante, à l'interdiction de son parti, le *Refah* (Parti de la Prospérité). Si l'AKP est ensuite fondé par des « modernistes » en rupture avec Erbakan³⁸, le contentieux entre les néo-islamistes d'une part, les militaires d'autre part n'en est pas moins lourd et il a une portée historique. Contenu les premières années, le conflit est ouvert en 2007, lorsque la hiérarchie militaire s'oppose à la candidature d'Erdogan à la présidence de la Turquie. Des législatives sont organisées et l'ample victoire de l'AKP débouche sur l'élection de Gül comme président. Depuis, le parti néo-islamiste s'est installé en position hégémonique et les chefs militaires sont sous pression (enquêtes judiciaires sur les affaires *Ergenekon* et *Balyoz*, lourdes condamnations en septembre 2012,

33. Conseiller diplomatique d'Erdogan, Davutoglu est depuis 2009 le ministre des Affaires étrangères de la Turquie. Après l'élection d'Erdogan à la présidence (10 août 2014), Davutoglu a été nommé chef du gouvernement.

34. Cf. Yves Lacoste, « Mackinder, « le pivot géographique de l'histoire » : une lecture critique », *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n° 146-147, 3e-4e trimestre 2012.

35. La Russie assure 60% des importations pétrolières de la Turquie et l'Iran représente 60% de ses importations de gaz. Le fait brut explique largement une certaine ambivalence dans les rapports turco-russes et turco-iraniens mais ne suffit pas à transformer en profondeur des relations historiquement hostiles.

36. Erbakan aura fondé et dirigé cinq partis dont quatre ont été dissous. Un certain nombre de partis kurdes et autres ont subi le même sort.

37. L'UE est campée en « club chrétien sous influence maçonnique ».

38. Les fondateurs de l'AKP, en 2001, ne s'opposent pas à l'OTAN, cherchent des appuis aux États-Unis et voient dans la candidature à l'UE la possibilité de démilitariser les institutions politiques turques.

procès des auteurs du coup d'État de 1980, etc.). En 2010, le gouvernement s'est impliqué dans les nominations militaires (une première historique) et la démission en bloc de l'état-major l'année suivante, pour protester contre l'absence de promotion des généraux impliqués dans l'affaire *Ergenekon*, n'a pas fait reculer Erdogan. La réforme de l'armée tant évoquée est d'abord une mise à l'écart de la « vieille garde ». Pourtant, la rupture entre Erdogan et la confrérie de Fethullah Gülen, en 2013-2014, a abouti à la libération de nombreux officiers turcs précédemment condamnés dans lesdites affaires³⁹.

La prise en main de l'armée par le pouvoir civil ne semble pas annoncer une modification des lignes de force de la « grande stratégie » turque, d'autant plus que le nouveau contexte régional auquel renvoie l'expression de *Printemps arabe* – plus particulièrement la guerre civile en Syrie, avec ses tenants et aboutissants régionaux – n'incitent pas à l'aventurisme. Les désaccords sur l'Irak, la question kurde, les crises turco-israéliennes et la crainte d'une nouvelle intervention militaire américaine dans le voisinage de la Turquie (le bombardement des sites nucléaires iraniens) ont bien retenti sur les relations avec les États-Unis mais l'étroite coopération mise en œuvre à l'encontre du PKK et l'instauration d'une relation personnelle entre Obama et Erdogan ont permis de surmonter les difficultés.

Après la tentative turco-brésilienne de faire irruption dans les négociations sur le programme nucléaire iranien⁴⁰, la diplomatie turque a dû clarifier ses positions. Adopté au sommet atlantique de Lisbonne, les 19-20 novembre 2010, le nouveau Concept stratégique de l'OTAN a été entériné par Ankara. Il inclut le projet otanien de défense antimissile et ce en dépit des retombées sur les relations turco-russes et turco-iraniennes. Il est vrai que la Turquie est concernée au premier chef par les menaces balistiques régionales, le redimensionnement du projet sous Obama facilitant par ailleurs la prise de décision. Un radar américain d'alerte précoce a depuis été installé dans la province de Malatya (Est anatolien). Plus encore, la guerre en Syrie, le retournement dans les rapports turco-syriens à l'été 2011 (Erdogan se résout à demander le départ de Bachar Al-Assad) et les incidents répétés, sur les approches maritimes et dans la zone frontalière, modifient l'équation géopolitique et les représentations que les dirigeants turcs se font de la région : la Turquie se voulait une puissance centrale, au cœur d'un nouveau Moyen-Orient ; elle se retrouve en position avancée dans cet Orient polémique avec lequel Mustafa Kemal entendait prendre ses distances.

Après la perte d'un avion de guerre abattu par la DCA syrienne (22 juin 2012) puis un tir de mortier sur des civils turcs dans la zone frontalière (3 octobre 2012), la Turquie invoque l'article 4 du traité de l'Atlantique Nord et recherche le soutien de ses alliés⁴¹. Elle demande le déploiement de missiles *Patriot* – les États-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas ont déployé six batteries en janvier 2013 –, l'annonce suscitant en retour les protestations de la Syrie, les menaces de l'Iran ainsi que les « inquiétudes » de la Russie. A la pointe de l'action menée contre le régime de Bachar Al-Assad, Erdogan a vécu comme un lâchage l'ajournement du projet de frappes américaines, en réponse à l'emploi par Damas d'armes chimiques⁴² (août-septembre 2013). Un an plus tard, il estime que le manque de résolution de la part de l'Administration Obama et l'absence de soutien militaire à l'ASL (Armée syrienne libre) expliquent principalement la montée en puissance de l'« État islamique ». Son ralliement à la coalition américano-occidentale, n'est pas inconditionnel et il entend faire entériner ses propres objectifs politico-militaires (mise en place d'un glacis contre l'« État islamique » mais aussi contre une éventuelle résurgence militaire du PKK ; soutien plus affirmé à l'Armée syrienne libre et règlement politique du conflit syrien, sans complaisance pour Bachar Al-Assad).

39. Le mouvement de Fethullah Gülen est très présent dans la police et la justice. L'alliance Erdogan-Gülen tissée à la fin des années 1990 et au début des années 2000 avait pour objectif la domestication de l'armée et la relégation des élites kémalistes. Elle a vécu et l'opposition Erdogan-Gülen aura été la toile de fond de la présidentielle de 2014.

40. En mai 2010, Ankara et Brasilia présentent un plan de règlement jugé favorable à Téhéran. Les deux États votent ensuite contre la résolution 1929 qui est adoptée par les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (9 juin 2010).

41. L'article 4 prévoit des consultations lorsque l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties signataires est menacée. Dans le cas présent, le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni le 26 juin et le 3 octobre 2012. Les alliés de la Turquie ont « condamné », fait part de leur « soutien et solidarité » ainsi que de leur « grande préoccupation ». La décision de déployer des *Patriot* en Turquie a été arrêtée par les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, lors du Conseil de l'Atlantique Nord des 4-5 décembre 2012.

42. L'emploi de ces armes a été confirmé par l'ONU comme par l'OIAC (Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques). Le 10 septembre 2014, les inspecteurs de l'OIAC ont à nouveau appelé l'attention sur l'emploi « systématique et répété » d'armes chimiques au chlore. Cf. *Le Monde.fr* et *Reuters*, 10 septembre 2014. Sur le débat relatif à une intervention militaire occidentale et l'accord américano-russe de désarmement chimique de Damas, voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *La crise syrienne au miroir de Julien Freund*, Institut Thomas More, 16 septembre 2013.

| CONCLUSION

Depuis les débuts de la Guerre froide, l'alliance avec les États-Unis et la participation à l'OTAN sont les axes stratégiques de la politique étrangère turque, et ce malgré des relations parfois ombrageuses. Ankara juge en effet que ses intérêts propres au Moyen-Orient ne sont pas suffisamment pris en compte par Washington. Aux alliés européens est reproché une vision trop étroite et un manque de considération pour les enjeux de sécurité spécifiquement turcs (terrorisme du PKK, problèmes de voisinage au Proche et Moyen-Orient). Esquissée au sortir de la Guerre froide, la redéfinition des intérêts communs dans une vision large et ambitieuse – au Moyen-Orient, dans le Caucase et en Asie centrale – achoppe sur la seconde guerre d'Irak et ses répercussions. La « diplomatie Davutoglu » semble alors annoncer un bouleversement d'ensemble mais à l'épreuve des faits, la grande alliance occidentale se révèle pourtant irréfragable. En vérité, Davutoglu ne visait pas une recomposition du Moyen-Orient, sous la direction de la Turquie, mais voulait « jouer » dans les interstices du *statu quo* régional, pour consolider l'environnement de la Turquie, ouvrir des marchés à son économie émergente et renforcer l'influence d'Ankara (le modèle turc). Sa diplomatie était autrement plus prudente que les rhétoriques à usage interne ne pouvaient le laisser penser.

La guerre en Syrie et la menace d'un conflit sectaire régional entre Chiites et Sunnites, voire d'une déflagration internationale, ont depuis conduit Ankara à réassurer ses alliances. A cet égard, le déploiement de systèmes Patriot en Turquie aura été une décision essentielle et significative. La situation a donc mis en évidence l'importance que la Turquie accorde à l'OTAN, en tant qu'alliance défensive mais aussi comme instance de concertation et pilier sur lequel s'appuyer pour peser dans la région. La volonté américaine de ne plus se laisser absorber par le Moyen-Orient et la reculade d'Obama au moment de frapper le régime syrien ont pourtant laissé la Turquie dans une situation difficile, confrontée au risque de débordement de la guerre syrienne sur son territoire et de bascule dans un nouveau conflit avec le PKK, possiblement renforcé par des bases au sein du Kurdistan syrien. Si la Turquie met en place une zone tampon en avant de ses frontières avec la Syrie, doublée d'une zone d'exclusion aérienne, ce sera d'abord pour bloquer l'avancée de l'« État islamique » et contrôler le Kurdistan syrien. A plus long terme, Erdogan insiste sur le fait qu'il ne se contentera pas d'une « une solution temporaire » : les coalisés doivent se saisir de la question syrienne. De fait, les racines du conflit sont profondes et le seul affaiblissement de l'« État islamique » ne suffira pas. La situation requiert un *leadership* américano-occidental fort, capable de transcender les contradictions secondaires et d'ouvrir à la région un horizon.

ANNEXE | LA TURQUIE ET LE « CORRIDOR SUD »

Le développement de voies d'acheminement vers l'Europe du pétrole et du gaz produits par les pays du Bassin de la Caspienne, en contournant le territoire de la Russie, contribuera aussi à la diversification et à la sécurité des approvisionnements de l'UE. Le schéma d'ensemble met en évidence l'importance de la Turquie comme pont énergétique. Le « corridor sud » a d'abord été pensé et conçu aux États-Unis, et ce dès les années 1990, Washington lançant le programme des « Routes de la Soie ». L'idée directrice est de promouvoir le libre accès aux ressources énergétiques, pour favoriser le bon fonctionnement des marchés, mais aussi renforcer le pluralisme géopolitique de l'aire post-soviétique, potentiellement menacé par la doctrine russe de l'« étranger proche ». Engagés dans la négociation d'un vaste partenariat politique, économique et énergétique avec la Russie – l'Accord de Partenariat et de coopération (APC) est signé en 1994 et il entre en vigueur en 1997 -, l'UE et ses États membres ne portent pas le même intérêt au développement de nouvelles « routes de la soie ». Progressivement, les risques et dangers d'une trop grande dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie s'accroissent et Bruxelles promeut à son tour un « corridor sud » vers la Caspienne. L'enjeu est celui d'une connexion directe entre le principal marché importateur mondial et la zone géographique la mieux dotée en ressources (le Moyen-Orient et la Caspienne représentent les deux cinquièmes de la production mondiale de gaz conventionnels). Le libre accès à la Caspienne est censé compenser l'épuisement des gisements de la mer du Nord qui approvisionnent le marché européen (la perspective est discutée mais la production des pays riverains marque le pas et un pays comme la Norvège se tourne vers l'Arctique).

Dès 1999, l'ouverture d'un oléoduc entre Bakou (Azerbaïdjan) et le port géorgien de Soupsa esquisse le « corridor sud ». En 2006 et 2007, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) élargissent cette voie méridionale vers les hydrocarbures de la Caspienne, la Turquie faisant figure de « passerelle transeurasienne ». Ce corridor devient l'axe structurant de conceptions géopolitiques qui voient en la Turquie un futur « hub » énergétique et une puissance régionale de premier plan (voir la thématique du « néo-ottomanisme »). Le projet d'un gazoduc paneuropéen, le Nabucco, matérialisant une liaison directe entre la Caspienne et l'Europe devait donner un nouvel élan au « corridor sud », ce qui aurait assuré la diversification et la sécurité des approvisionnements européens. Du fait de la concurrence du projet russe de *South Stream*, des obstacles à la construction d'un gazoduc transcaspien – nécessaire pour alimenter le Nabucco en gaz kazakh et turkmène -, et de la dispersion des efforts européens (États membres de l'UE et grands groupes énergétiques), ce projet n'a pu aboutir. Il a été abandonné en 2013).

Toutefois, le TANAP (*TransAnatolian Pipeline*) dont la construction est prévue par l'Azerbaïdjan et la Turquie, prolongé à l'ouest par le TAP (*TransAdriatic Pipeline*), devrait partiellement compenser l'échec du Nabucco. Il reste que les pressions russes sur l'Azerbaïdjan et les riverains de la mer Caspienne iront croissant.

En 2018, le TANAP acheminera 10 milliards de m³ de gaz naturel vers l'Europe, auxquels il faut ajouter 6 autres milliards destinés au marché turc. Trois fois inférieur à celui prévu dans le cadre du projet Nabucco, ce volume représentera 2 % de la consommation européenne (environ 500 milliards de m³). En 2023, ce pourrait être un total de 20 à 25 milliards de m³. Cinq ans plus tard, 60 milliards de m³ s'écouleraient vers l'Europe au moyen de cette connexion, soit près de la moitié de ce qui est aujourd'hui importé de Russie. La perspective soulève la question des approvisionnements, en partie hypothéqués par le *South Stream* et le statut juridique incertain de la Caspienne (ce qui bloque la construction du Transcaspien), sans omettre les sanctions qui frappent l'Iran et ses exportations de gaz, du fait de son programme nucléaire (les négociations ont repris à New-York, le 18 septembre 2014, mais il semble difficile de parvenir à un accord assurant la démilitarisation du programme nucléaire iranien avant la date butoir du 24 novembre 2014).

A terme, les gisements de gaz de Méditerranée orientale pourraient alimenter le TANAP mais le conflit autour de Chypre et les désaccords sur la délimitation des zones économiques exclusives (Chypre et la Turquie ; Israël et le Liban) sont autant d'incertitudes. La sécurité de ces lignes d'approvisionnements et l'instrumentalisation par la Russie des « conflits gelés » du Sud-Caucase, avec des pressions renforcées sur la Géorgie et l'Azerbaïdjan, doivent aussi être pris en compte. Par ailleurs, le TANAP et le TAP ne permettront pas de desservir les pays d'Europe centrale et orientale, ceux-là mêmes qui dépendent le plus du gaz russe (une nouvelle guerre du gaz à l'hiver 2014-2015 ne saurait être exclue), et l'abandon du Nabucco a ouvert la voie au *South Stream* (le projet est aujourd'hui bloqué avec en toile de fond une procédure de la Commission européenne contre les pratiques de Gazprom et les sanctions consécutives à l'affaire ukrainienne). Enfin, le « corridor sud » pose la question de la Turquie et de son devenir, tant sur le plan interne (modernisation-libéralisation ou autoritarisme) que sur le plan externe (bastion avancé face à la Russie et au Proche-Orient ou puissance régionale influençant positivement son environnement ?). Ce problème géopolitique d'ensemble dépasse celui du transit énergétique.

